



## CHAPITRE 151

## CHAPTER 151

Loi modifiant la charte de Les Sœurs de la Charité de Québec

An Act to amend the charter of The Sisters of Charity of Quebec

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préambule.

**A**TTENDU que la corporation connue sous le nom de "Les Sœurs de la Charité de Québec" a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est formée de membres de la congrégation fondée en 1849 sous le nom de "L'Institut des Sœurs de la Charité de Québec";

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 16 Victoria, chapitre 264, de la Province du Canada, sanctionnée le 14 juin 1853, pour recevoir des orphelins et des jeunes filles pauvres; la corporation étant alors formée de sœur M. S. M. Mallet, sœur M. J. Pilon dite Ste-Croix, et sœur M. E. Perrin dite St-Joseph et telles autres personnes pouvant devenir membres de ladite corporation;

Que les pouvoirs ci-dessus de la corporation ont été étendus depuis et confirmés par les lois 25 Victoria, chapitre 90, 17 George V, chapitre 105, et 18 George V, chapitre 127, pour permettre à ladite corporation de se mieux développer et de multiplier ses œuvres;

Qu'elle s'est considérablement développée et a multiplié ses œuvres;

Que, pour ces raisons, cette corporation a besoin de plus amples pouvoirs;

Qu'elle a demandé l'adoption d'une loi pour les fins ci-dessus; et

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande de la pétitionnaire;

**W**HEREAS the corporation known under the name of "The Sisters of Charity of Quebec", has, by its petition, represented:

That it is composed of members of the congregation founded in 1849 under the name of "L'Institut des Sœurs de la Charité de Québec";

That it was incorporated by the act 16 Victoria, chapter 264, of the Province of Canada, sanctioned on the 14th of June, 1853, for the reception of orphans and of young indigent females; the corporation was then composed of Sister M. S. M. Mallet, Sister M. J. Pilon called Ste. Croix, and Sister M. E. Perrin called St. Joseph and such other persons who might become members of the said corporation;

That the hereinabove powers of the corporation have been since extended and confirmed by the acts 25 Victoria, chapter 90, 17 George V, chapter 105, and 18 George V, chapter 127, to enable the said corporation to better develop itself and to multiply its works;

That it has developed considerably and multiplied its works;

That for such reasons the corporation requires more ample powers;

Whereas it has prayed for an act for the above purposes and

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioner;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1849,  
c. 264,  
ss. IX-  
XVI, aj.

I. La loi 16 Victoria chapitre 264, telle que modifiée par les lois 25 Victoria, chapitre 90, 17 George V, chapitre 105 et 18 George V, chapitre 127, est de nouveau modifiée en y insérant, après la section VIII, les suivantes :

I. The act 16 Victoria, chapter 264, as amended by the act 25 Victoria, chapter 90, 17 George V, chapter 105, and 18 George V, chapter 127, is again amended by inserting therein, after section VIII, the following:

Fins.

"IX. Les fins de la corporation sont, en outre de la formation, de l'instruction et de la subsistance des membres de ladite congrégation, la poursuite d'œuvres de religion, de charité, d'assistance, de dévouement, d'hospitalisation, d'enseignement, d'éducation et de formation.

"IX. The objects of the corporation shall be, in addition to the training, education and subsistence of the members of the said congregation, the realization of works of religion, charity, relief, welfare, hospitalization, teaching, education and training.

Pouvoirs additionnels.

X. Sans affecter les pouvoirs, autorités, privilèges et droits accordés à la corporation par la présente charte, la corporation, en vertu de toute loi générale ou spéciale et ceux qui lui sont nécessaires pour atteindre ses fins, peut :

X. Without affecting the powers, authorities, privileges and rights granted to the corporation by this charter, the corporation, in addition to the rights and powers which it has under any general or special act, and those which are necessary to realize its objects, may :

a) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

a) invest its funds in any manner deemed suitable either directly in its name or indirectly in the name of trustees;

b) aider toute personne poursuivant un but similaire à l'un des siens, lui faire des prêts, cautionner ou garantir les obligations et engagements de telle personne;

b) assist any person persuing an object similar to one of its own, make loans to him, secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

c) modifier à l'occasion l'endroit de son siège social, établi en la cité de Québec, en donnant avis écrit au secrétaire de la province et en faisant publier avis dans la *Gazette officielle de Québec*;

c) change, should the case arise, the place of its corporate seat, established in the city of Quebec, by giving notice in writing to the Provincial Secretary and cause notice thereof to be published in the *Quebec Official Gazette*;

Conseil d'administration.

XI. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration, appelé conseil général lequel est composé de la supérieure générale, de l'assistante générale et de trois conseillères générales, lesquelles sont ou seront élues, nommées ou remplacées selon les constitutions de ladite congrégation, ou d'autres personnes selon le changement de ces mêmes constitutions.

XI. The powers of the corporation shall be exercised by its administration council, called general council, which is composed of the superior general, the general assistant and three general councillors, who are or shall be elected, appointed or replaced according to the constitutions of the said congregation, or of other persons according to the change of such same constitutions.

Résolution.

Tout acte de la corporation, dans l'exercice des pouvoirs à elle conférés par sa charte, peut être décidé ou autorisé par simple résolution de son conseil général et posé par toute personne autorisée à cette fin par ledit conseil.

Any act of the corporation, within the exercise of the powers thereto conferred by its charter, may be decided or authorized by mere resolution of its general council and carried out by any person authorized therefor by the said council.

Pas de dissolution.  
Représentation.

XII. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution.

XIII. La corporation est le représentant de ses membres et peut en son nom corporatif mais pour leur bénéfice, exercer tous leurs droits civils et leurs recours en justice pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir.

Certificat.

La qualité de membre de la corporation est établie par un certificat portant la signature de la secrétaire et le sceau de la corporation.

Force probante de copies, etc.

XIV. Les copies des règles, statuts, règlements et résolutions de la corporation, sous le sceau de celle-ci et signées par sa secrétaire, seront acceptées comme preuve *prima facie* de leur existence et de leur mise en force devant toutes les Cours de justice.

Privilèges.

XV. La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens possédés par elle dans l'unique but de lui faciliter l'obtention des biens nécessaires à la subsistance, nourriture, entretien de ses membres et des personnes hospitalisées ou soignées par elle ou pour loger son personnel, sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles la corporation a été établie ou autorisée, et jouissent des privilèges propres à tels biens.

Dons, etc.

XVI. Si la corporation acquiert par legs, don ou autrement des biens immobiliers en sus et au-delà de ceux qu'elle est autorisée à posséder, cette acquisition ne sera pas nulle pour cela, mais elle sera tenue, dans les dix ans qui suivront son entrée en possession desdits biens, de les vendre ou aliéner ou de s'en départir, en partie, de manière à ne pas excéder son pouvoir de posséder.

Certificat fait preuve.

En tant que les tiers sont concernés, un certificat de l'économe générale de la communauté fera preuve *prima facie* du fait que la corporation n'excède pas les pouvoirs prévus par sa charte relativement au revenu maximum des immeubles qu'elle est autorisée à posséder."

1849, c. 264, s. VI, ab.

2. La section VI de la loi 16 Victoria, chapitre 264, édictée par l'article 3 de la loi 17 George V, chapitre 105, est abrogée.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

XII. No member of the corporation may request the dissolution thereof.

No dissolution.

XIII. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name but for their benefit, exercise all their civil rights and their recourses at law for the property which they may own or acquire.

Representation.

The quality of member of the corporation is established by a certificate bearing the signature of the secretary and the seal of the corporation.

Certificate.

XIV. Copies of the rules, statutes, regulations and resolutions of the corporation, under the seal of the latter and signed by its secretary, shall be accepted as *prima facie* evidence of their existence and of their enforcement in every Court of Justice.

Proof of copies, etc.

XV. The corporation pursuing no pecuniary gain, the property held by it with the sole object to facilitate to it the obtaining of the property necessary for the subsistence, nourishment, maintenance of its members and the persons hospitalized or nursed by it or to house its staff, shall be considered as property held for the objects wherefor the corporation has been established or authorized, and shall enjoy the privileges pertaining to such property.

Privilege.

XVI. If the corporation acquires by legacy, gift or otherwise immoveable properties over and above those which it is authorized to hold, such acquisition shall not be null on that account, but it shall be bound, within the ten years which follow its coming into possession of such property, to sell or alienate same or to get rid of same, in part, so as not to exceed its holding power.

Gifts, etc.

As far as third parties are concerned, a certificate of the general bursar of the community shall be *prima facie* evidence of the fact that the corporation does not exceed the powers provided for by its charter respecting the maximum revenue of the immoveables which it is authorized to hold."

Proof of certificate.

2. Section VI of the act 16 Victoria, chapter 264, enacted by section 3 of the act 17 George V, chapter 105, is repealed.

1849, c. 264, s. VI, repealed.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.